## 24-58 TELEPRO EXTRÊME TEXTE

## Marée brune sur l'Europe.

## Les partis d'extrême droite surfent sur la vague du succès. La Belgique est aussi concernée.

En Hongrie, ils sont majoritaires au pouvoir. En Croatie, en Finlande, en Italie, aux Pays-Bas et en République tchèque, ils font partie de coalitions qui dirigent le pays. En Suède, en Allemagne, en Flandre, ils ont le vent en poupe. « Ils », ce sont les partis d'extrême droite. La façade est de plus en plus lisse, mais derrière elle se cache une idéologie fondamentalement raciste et violente. Lame de fond. Les résultats des élections européennes de juillet dernier n'ont fait que confirmer la tendance. En France, le Rassemblement National arrive en tête avec 31% des suffrages. Première place aussi pour l'extrême droite en Italie (28,6%) et en Autriche (25,7%), deuxième place en Allemagne, en Pologne et au Pays-Bas. En Belgique, le Vlaams Belang de Tom Van Grieken n'a pas réussi à dépasser la N-VA de Bart De Wever au scrutin fédéral, par contre il l'a fait au niveau européen. Avec 13,9% des suffrages, il devient la première force politique du pays. « Parfois, ils atteignent la première place, parfois ils étaient déjà en tête et gonflent encore leurs résultats » constate François Debras, politologue à l'ULiège et à HELMo (Haute Ecole Libre Mosane). Fratelli für vrijheid. Fratelli d'Italia en Italie, Alternative für Deutschland en Allemagne, Partij voor de Vrijheid aux Pays-Bas : selon le pays, les noms des partis changent. Mais ceux-ci parlent la même langue. Trois points communs lient les formations d'extrême droite : l'inégalitarisme, le nationalisme et le sécuritarisme. « Leur discours sur les inégalités entre les êtres humains a évolué, explique le politologue liégeois. Il ne se base plus sur la race mais sur la religion et la culture. En fonction de ces deux critères, ils estiment si une personne est assimilable ou pas ». C'est ainsi que, pour l'extrême droite, des réfugiés ukrainiens peuvent être accueillis car, en tant qu'Européens, elle les juge assimilables. Par contre, les Syriens ne seraient pas assimilables, leur religion (l'islam), ne leur permettant par exemple pas de comprendre le principe d'égalité femmes-hommes ou le concept de laïcité. Nous d'abord. Deuxième caractéristique commune : Le nationalisme. Il fait l'apologie d'une nation pure et homogène. L'extrême droite parle de « protection » du territoire, de la culture, de l'emploi (à compétences égales, engager une personne née sur le sol) : un élément de langage plus vendeur que « haine ». Enfin, le sécuritarisme prône plus d'armée, plus de police, une justice plus rapide et plus sévère. « Les 3 caractéristiques vont de paires », synthétise François Debras. « On peut avoir des idées sécuritaires mais ne pas être d'extrême droite ». En résumé, pour l'extrême droite, « il faut rassembler les êtres supérieurs sur un territoire et les protéger par rapport à une menace qui peut être extérieure mais aussi intérieure ». Frères ennemis. Les points communs entre les différents partis n'empêchent toutefois pas les différences dans les positionnements nationaux et internationaux. « Le Rassemblement National et Fratelli d'Italia ont par exemple des visions différentes de l'OTAN ou de la Russie. Italiens, Allemands et Français ne partagent pas nécessairement non plus les mêmes points de vue sur l'Union européenne. Là où l'AFD réactive un discours d'une extrême droite plus historique, le RN joue la carte de la dédiabolisation à tout prix pour séduire les jeunes et les femmes, quitte à exclure ses membres les plus violents. « Sur certains sujets, on peut donc avoir des tensions ». Le cas belge. La particularité belge, c'est une affaire de cordon sanitaire. Politique au nord et au sud, médiatique au sud. « On ne fait pas d'accord de gouvernement ou de coalition à quelque niveau que ce soit avec l'extrême droite » : c'est le principe du cordon sanitaire politique. Celui du cordon sanitaire médiatique (d'application uniquement dans le sud) c'est : pas d'interview en direct pour les partis antidémocratiques. Cela diminue la visibilité et la perméabilité des idées d'extrême droite. A ces 2 cordons, le sud ajoute encore un 3ème élément : un pacte culturel. « La montée de l'extrême droite est limitée par la richesse du tissu associatif. Les syndicats, par exemple, participent beaucoup à la lutte contre l'extrême droite. Les associations citoyennes et les associations locales aussi. Plus on a

ITW de François Debras 28 Septembre 2024

d'acteurs intermédiaires (entre les citoyens et ses représentants), plus l'extrême droite est étouffée ». Des failles dans le cordons. Cela n'empêche pas que le discours d'extrême droite existe et soit diffusé. Sur le plan politique, « la proposition de construire des centres fermés pour demandeurs d'asile vient de l'extrême droite flamande » épingle notamment le politologue. Par ailleurs, les transfuges de politiciens issus de l'extrême droite vers des partis traditionnels, cela existe aussi (avec parfois des mandats à la clé). Certaines idées sécuritaires peuvent également poser question. « Lorsqu'on voit des propositions faites à Mons pour un renforcement et une systématisation des contrôles, la volonté d'instaurer un couvre-feu ou d'interdire certaines personnes au centre-ville, avec la stigmatisation de personnes en raison de leur condition sociale, on peut au minimum s'interroger sur l'encrage du débat, ouvrir ses oreilles et être très attentif ». Enfin, sur le plan médiatique, la presse écrite n'est pas soumise au cordon sanitaire. Pareil pour les réseaux sociaux : « En 2023, rien qu'en promotion de ses contenus sur Facebook et Instagram, le Vlaams Belang a mis 1.688.000€ sur la table. A titre de comparaison, le 1<sup>er</sup> parti francophone sur Meta, c'est le PTB avec 179.000€. Cela pose vraiment question » conclut François Debras.